

# BRÈVES ÉCONOMIQUES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Semaine du 27 février au 4 mars 2024

## Sommaire

<b>Le chiffre de la semaine.....</b>	<b>2</b>
<b>Fait marquant : le commerce extérieur de biens connait un net recul en 2023 selon l'ONS.....</b>	<b>2</b>
<b>En bref .....</b>	<b>2</b>
<b>Actualités macroéconomiques .....</b>	<b>3</b>
CONJONCTURE .....	3
POLITIQUE BUDGETAIRE.....	3
POLITIQUE MONETAIRE.....	4
<b>Actualités commerce &amp; investissement .....</b>	<b>4</b>
COMMERCE.....	4
INVESTISSEMENTS .....	5
SANCTIONS.....	5
<b>Actualités financières.....</b>	<b>5</b>
REGULATION FINANCIERE.....	5

## Le chiffre de la semaine

L'indice de confiance des consommateurs de GfK est tombé à -21 au mois de février. Malgré une légère baisse depuis janvier (-19), cela représente toutefois une forte augmentation en glissement annuel (-38 en février 2023), du fait du retour de la croissance des salaires réels et des anticipations de baisse de taux de la Banque d'Angleterre. La confiance des consommateurs retrouve ainsi son niveau d'avant-guerre en Ukraine.

LE CHIFFRE À RETENIR

-21

*L'indice composite GfK prend en compte la situation financière personnelle des sondés (passée et anticipée), la perception de la situation économique globale par les sondés (passée et anticipée), ainsi que le comportement d'achats des sondés. Un indice négatif indique donc, à la fois, un pessimisme et une situation économique dégradée des consommateurs.*

## Fait marquant : le commerce extérieur de biens connaît un net recul en 2023 selon l'ONS

Selon les données annuelles publiées par l'institut national des statistiques ([ONS](#)), le volume des échanges de biens a chuté de -7,4% entre 2018 et 2023 au Royaume-Uni. Cette diminution est plus marquée pour les exportations, dont le volume a baissé de -12,4% sur la période, que pour les importations (-3,8%) et concerne en priorité les pays hors UE. La majorité des catégories de biens est affectée par cette tendance à la baisse, à l'exception des matières premières. En revanche, le commerce des services enregistre une hausse de +8,5% en volume entre 2022 et 2023.

Ces données viennent confirmer la sous-performance du Royaume-Uni par rapport aux autres économies de taille comparable en matière de commerce des biens ces cinq dernières années. En effet, selon l'[Office for Budget Responsibility](#), l'intensité commerciale du Royaume-Uni serait -1,7% inférieure à son niveau de 2019, tandis que les pays du G7 enregistrent une hausse de leur ouverture commerciale de +1,9% sur la même période.

Selon les experts, cette situation est préoccupante dans la mesure où, contrairement aux années précédentes, l'effet distorsif de la pandémie et de la guerre en Ukraine sur les données de 2023 est faible par rapport aux années précédentes.

## En bref

- L'Autorité en charge des dossiers de défense commerciale ([TRA](#)) confirme ses recommandations concernant l'imposition de mesures anti-dumping

sur les importations d'extrusions en aluminium en provenance de Chine.

- À la faveur de l'accord de libre-échange unissant le Royaume-Uni et le

Japon, 37 nouvelles [indications géographiques](#) britanniques seront protégées dans les échanges bilatéraux.

- Le secrétaire d'État pour le Commerce extérieur, [Greg Hands](#), s'est entretenu avec ses homologues péruvien, espagnol, suisse, éthiopien, malaisien et taiwanais.

- En marge de la conférence ministérielle de [l'OMC](#) aux Émirats arabes unis, la ministre pour le commerce et les affaires, Kemi Badenoch, s'est notamment entretenue avec ses homologues australiens, canadiens et israéliens. La ministre a également échangé avec ses homologues du Conseil de coopération du [Golfe](#), avec lequel le Royaume-Uni négocie un accord commercial.

- L'agence de crédit-export britannique ([UKEF](#)) apporte son concours au développement international de la marque de sportswear engagé, OOSC, par le biais de la facilité générale pour l'export.

- L'agence de crédit-export britannique ([UKEF](#)) apporte son soutien au développeur d'énergies renouvelables *Hive energy* en garantissant un financement à hauteur de 19M£; lequel permettra notamment de soutenir des projets en Turquie et en Serbie.

- Le Royaume-Uni s'est [retiré](#) du Traité sur la Charte de l'énergie.

## Actualités macroéconomiques

### Conjoncture

**L'indice PMI Manufacturier s'établit à 47,5 au 1<sup>er</sup> mars.** Si cet indice [atteint](#) sa valeur maximale depuis près d'un an, il témoigne d'une contraction continue du secteur manufacturier britannique depuis 19 mois. Les causes se retrouvent aussi bien du côté de l'offre que de la demande: la crise en Mer Rouge a provoqué des ruptures d'approvisionnement (augmentant ainsi les coûts liés aux routes alternatives), tandis que les nouvelles

prises de commande suivent un rythme décroissant, au plus bas depuis octobre 2023. Toutefois, la contraction du secteur manufacturier est [compensée](#) par une croissance soutenue du secteur des services ce mois-ci; l'indice PMI Services atteint 53,8. Un indice au-dessus de 50 augure d'une hausse de l'activité par rapport au mois précédent, tandis qu'un indice inférieur à 50 en traduit une diminution.

**Les prix de l'immobilier enregistrent leur première hausse en glissement annuel depuis plus d'un an (+0,7%).** En effet, la baisse du coût de l'emprunt et la hausse des approbations de prêts

hypothécaires ont [permis](#) au marché de se relancer. Les prix ont donc continué de croître entre janvier et février (+0,3%).

### Politique budgétaire

**A l'approche de la présentation du Budget de printemps 2024, des coupes budgétaires, liées à une réduction de la**

**taxation des ménages, sont attendues.** Une réduction du taux de l'impôt sur le revenu est, entre autres, [évoquée](#), ainsi

qu'une baisse du taux de la *National Insurance Contribution*, ou encore à un gel de la taxe sur le carburant. Au total, les coupes pourraient représenter

**Les prévisions d'emprunt net du secteur public sont revues à la baisse pour l'année budgétaire 2023-24.** Si l'*Office of Budget Responsibility* prévoyait en novembre 2023 un emprunt de 124 Md£ au titre de cette année budgétaire, ce montant devrait plutôt [atteindre](#) 113 Md£. Ce niveau

## Politique monétaire

**Le 1<sup>er</sup> mars, Huw Pill – chef économiste et directeur exécutif de la *Bank of England* – s'est exprimé sur la situation actuelle de la politique monétaire britannique.** Il [justifie](#) le maintien du taux directeur à 5,25% de manière suivante: la fragilité économique du Royaume-Uni provient essentiellement

jusqu'à £20 milliards selon *Pantheon Macroeconomics*, malgré des règles fiscales limitant la marge de manœuvre du Chancelier de l'Echiquier.

d'emprunt s'établit bien au-delà des prévisions initiales présentes dans le budget de R. Sunak en mars 2022, alors Chancelier de l'Echiquier, qui anticipait un emprunt public à hauteur de £50 milliards pour 2023-24.

d'une faiblesse de l'offre, les raisons de la baisse anticipée de l'inflation en-dessous de 2% seraient très ponctuelles et ne concernent pas l'inflation sous-jacente. Ainsi, le *Monetary Policy Committee* a l'intention de maintenir un certain degré de restriction dans la politique monétaire.

## Actualités commerce & investissement

### Commerce

**La ministre pour le Commerce et les Affaires, Kemi Badenoch, [défend](#) un commerce juste et équitable lors de la treizième conférence de l'OMC.** Rappelant l'engagement du Royaume-Uni en faveur du libre-échange, la Ministre a salué les progrès réalisés lors de la 13<sup>ème</sup> conférence de l'OMC, qui s'est tenue la semaine dernière aux Émirats arabes unis. Plus particulièrement, [Kemi Badenoch](#) s'est félicitée de l'extension du moratoire relatif aux droits des douanes sur les transmissions électroniques pour deux années supplémentaires et a rappelé à ce titre l'engagement des Britanniques en faveur de la libéralisation du commerce digital. En outre, elle a salué

les avancées portant sur la place des pays en développement dans le système du commerce international. La Ministre a notamment salué l'accession de deux nouveaux pays à l'organisation (les Comores et le Timor-Leste) ainsi que les évolutions concernant le changement de statut entre « pays les moins avancés » et « pays en développement », entérinant davantage de progressivité dans ce processus. Enfin, si la Ministre a souligné les avancées permises par l'accord sur la facilitation des investissements dans les pays en développement, elle regrette que sa signature soit intervenue en marge du cadre légal de l'OMC.

## Investissements

**Le Royaume-Uni conditionne deux nouvelles opérations au titre du mécanisme de contrôle des investissements entrants.** D'une part, l'unité de contrôle des investissements ([ISU](#)) a validé le rachat par le groupe américain *TransDigm* de la société *Iceman Holdco* et de ses filiales implantées au Royaume-Uni, à la condition que le groupe maintienne les activités liées aux horloges atomiques, dont les applications dans le secteur de la défense et des télécommunications

## Sanctions

**Le Royaume-Uni adopte un paquet de sanctions visant les soutiens aux Houthis, en coordination avec les États-Unis.** En réaction aux développements sécuritaires au Moyen-Orient et en Mer rouge, le Royaume-Uni a pris [différentes](#) mesures de sanctions visant plusieurs individus et entités en raison de leur

sont substantielles, sur le territoire national. D'autre part, [l'ISU](#) a conditionné le rachat des actions de la société Neptune 6, détenant le site de semi-conducteurs de Newport (pays de Galles), par les entreprises américaines *Siliconix Inc* et *Vishay Intertechnology Inc*, à l'information préalable des autorités de tout accord qui conduirait à ce qu'un tiers puisse disposer du site.

conours financier et militaire aux activités Houthis perturbant le transport maritime. Ces nouvelles désignations, prises en vertu des régimes de sanctions à l'égard de l'Iran et du Yémen, s'ajoutent à un premier paquet de sanctions adopté en janvier.

## Actualités financières

### Régulation financière

**La vice-gouverneure de la Banque d'Angleterre (BoE) [appelle](#) à davantage de recherche académique sur les pourvoyeurs de financements non bancaire.** Sarah Breeden a déclaré dans un discours que l'accès au crédit des entreprises britanniques, en particulier pour les plus endettées d'entre elles, était particulièrement exposé au risque de changement de sentiment des prêteurs non bancaires. Rappelant que les financements de marché représentent une part toujours

croissante du financement des entreprises par rapport aux prêts bancaires, elle a insisté sur le risque que pouvait représenter un « *credit crunch* non bancaire » pour l'économie réelle. Elle s'est également dite très intéressée par toute production académique pouvant permettre à la BoE d'anticiper tout potentiel choc dans ce secteur et ses conséquences pour l'économie britannique.

**La *Financial Conduct Authority* (FCA) – autorité des marchés britannique - [met à jour](#) sa doctrine de communication en matière d'investigations.** Le régulateur a publié un appel à contributions portant sur la publicité des enquêtes

qu'il ouvre, dans le but de dissuader de futurs abus et d'accroître la transparence sur ses pratiques en matière d'enquête. La FCA a notamment l'intention de publier le nom de l'entreprise faisant l'objet

d'une enquête dès l'ouverture de celle-ci. Cette nouvelle approche a été présentée dans un [discours](#) du binôme responsable de la supervision au sein de **Le FT [relate](#) un désaccord entre le gouvernement et la FCA au sujet de la transparence sur la part d'investissement des fonds de pensions britanniques en actions cotées domestiques.** Le chancelier J. Hunt aurait pour projet de dévoiler des mesures de transparence géographique visant les investissements des fonds de

**La Prudential Regulation Authority (PRA) – régulateur prudentiel britannique - publie plusieurs papiers portant sur le régime *Solvency UK*, version domestique de *Solvency II*.** Dans un [policy statement](#), qui précède l'élaboration de règles finales, l'autorité prudentielle répond aux contributions de place à sa consultation initiale et aborde notamment les questions de méthodologie de calcul des provisions techniques et d'usage des modèles internes. Elle prévoit également de supprimer certaines exigences pour les branches britanniques d'assureurs étrangers, dans le but de faciliter leur expansion et stimuler la concurrence,

la FCA comme contribuant à la protection et la croissance des marchés dont le régulateur a la responsabilité.

pensions britanniques à l'occasion du Budget de printemps. L'autorité des marchés britanniques estimerait, quant à elle, qu'il n'existe aucune évidence que l'absence de transparence géographique nuit aux marchés financiers, considérant que toutes les règles sont élaborées en associant étroitement les acteurs visés.

ainsi que la création d'un régime facilitant l'arrivée sur le marché de nouveaux entrants.

Dans un [second papier](#) portant sur les règles de *reporting* et de *disclosure*, la PRA est revenue sur un certain nombre de propositions visant à accroître les exigences en matière de transparence pour les assureurs, ce qui a été positivement accueilli par la place. Pour rappel, la création du régime domestique *Solvency UK* interviendra au moment du transfert de l'intégralité des règles héritées du régime européen *Solvency II* (amendées le cas échéant) dans le règlement général de la PRA, prévu pour la fin de l'année 2024.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :  
[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Londres

Rédaction : SER de Londres

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)